

Brochure n° 3294

**Convention collective nationale**

IDCC : 1987. – **PÂTES ALIMENTAIRES  
SÈCHES  
ET COUSCOUS  
NON PRÉPARÉ**  
**(2<sup>e</sup> édition. – Janvier 2005)**

---

**AVENANT N° 2004-03 DU 6 OCTOBRE 2004**

**RELATIF AUX SALAIRES ET PRIMES**

NOR : *ASET0550008M*

IDCC : *1987*

---

Entre :

Le syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France SIF-PAF,

D'une part, et

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes, des services annexes FGTA-FO ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;

La fédération générale agroalimentaire FGA-CFDT ;

La fédération des syndicats CFTC commerce, services et force de vente CSFV,

D'autre part,

Entre les organisations soussignées, les dispositions suivantes ont été négociées et arrêtées :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 10 de l'annexe I « Ouvriers – Employés » de la convention collective nationale des « pâtes alimentaires sèches et du couscous non préparé » est modifié comme suit.

« Une prime d'ancienneté est attribuée aux ouvriers et aux employés. Cette prime est calculée en appliquant au montant horaire du coefficient du salarié, selon le barème de la prime d'ancienneté ci-dessous, un taux déterminé en fonction de son ancienneté :

- 3 % après 3 ans d'ancienneté ;
- 6 % après 6 ans d'ancienneté ;
- 9 % après 9 ans d'ancienneté ;
- 12 % après 12 ans d'ancienneté ;
- 15 % après 15 ans d'ancienneté. »

*Barème de calcul de la prime d'ancienneté  
applicable au 1<sup>er</sup> décembre 2004*

COEFFICIENT	MONTANT HORAIRE prime d'ancienneté (en euros)
130	7,32
135	7,34
140	7,36
145	7,38
150	7,40
155	7,42
160	7,44
165	7,45
170	7,46
175	7,57
180	7,69
185	7,81
190	7,94
195	8,08
200	8,23
210	8,53
220	8,82
230	9,12
240	9,41
250	9,70
260	9,98
270	10,27
280	10,55
290	10,83
300	11,12
310	11,41
320	11,70
330	11,99
340	12,28

Les coefficients 200 à 340 ne concernent pas la catégorie « Ouvriers – Employés » mais sont nécessaires pour l'application des dispositions de l'article 7 de l'annexe II « Techniciens et agents de maîtrise » de la convention collective nationale.

Le montant de la prime d'ancienneté est adapté à l'horaire de travail et supporte, de ce fait, les majorations pour heures supplémentaires. Son montant sera revu en même temps que la grille des salaires minima horaires.

La prime d'ancienneté doit figurer à part sur la feuille de paie. »

## Article 2

Le barème national des salaires minima professionnels garantis, figurant à l'article 58 de la convention collective nationale, est fixé comme suit :

### *Barème des salaires minima horaires applicable au 1<sup>er</sup> décembre 2004*

COEFFICIENT	MONTANT HORAIRE prime d'ancienneté (en euros)
130	7,61
135	7,62
140	7,63
145	7,64
150	7,65
155	7,66
160	7,67
165	7,68
170	7,69
175	7,70
180	7,74
185	7,87
190	8,00
195	8,14
200	8,28
210	8,59
220	8,88
230	9,18
240	9,47
250	9,77
260	10,05
270	10,34
280	10,62
290	10,91
300	11,19
310	11,49
320	11,78
330	12,07
340	12,37
350	12,66
400	14,13
500	17,08
600	20,02

### **Article 3**

Conformément à l'article 70 des dispositions communes de la convention collective nationale, le montant de la prime de vacances est fixé à 370 € au 31 mai 2005.

### **Article 4**

L'indemnité journalière de poste visée à l'article 5, alinéa 1, de l'annexe I de la convention collective nationale est fixée forfaitairement à 3,13 € et l'indemnité dite de panier de nuit prévue à l'article 34, alinéa 2, de la convention collective nationale est fixée à 9,39 €.

### **Article 5**

Compte tenu des dispositions ci-dessus relatives à la prime d'ancienneté, les parties conviennent de se rencontrer le 14 avril 2005 afin d'envisager une évolution des salaires minima de la profession comptables avec la progression du SMIC.

### **Article 6**

Les établissements, les entreprises et les groupes ne pourront déroger à l'ensemble des dispositions du présent accord que dans des conditions plus favorables.

### **Article 7**

Les parties signataires s'engagent à demander, en commun, au ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité de faire procéder à l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 6 octobre 2004.

(Suivent les signatures.)